Nations Unies E/2025/19

Conseil économique et social

Distr. générale
7 mai 2025
Français
Original : anglais

Session de 2025
25 juillet 2024-30 juillet 2025
Point 16 de l'ordre du jour
Coopération régionale

Résumé des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2024-2025)

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint un résumé des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période 2024-2025.

25-07241 (F) 210525 020625

Merci de recycler

Résumé des travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2024-2025)

I. Introduction

1. L'Amérique latine et les Caraïbes font face à trois pièges en matière de développement : une faible capacité de croissance ; de profondes inégalités et une mobilité et une cohésion sociales faibles ; des capacités institutionnelles et une gouvernance fragiles. Ces pièges constituent des obstacles importants à l'avènement d'un avenir plus productif, plus inclusif et plus durable ; il n'est donc pas exagéré de dire que la région connaît une crise du développement. À ces pièges s'ajoutent les défis que constituent les changements climatiques et la promotion d'un développement écologiquement durable.

2. Bien qu'il ne reste que cinq ans pour atteindre les objectifs de développement durable, les progrès se font attendre. Seules 23 % des cibles des objectifs devraient être atteintes dans la région d'ici à 2030 ; pour 41 % de ces cibles, la tendance va dans la bonne direction mais trop lentement pour atteindre les seuils fixés ; et pour les 36 % de cibles restantes, les progrès ont stagné ou se sont inversés par rapport à 2015.

3. Selon les dernières estimations, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes prévoit qu'en 2025, la région connaîtra une croissance moyenne de 2,0 %, soit quatre dixièmes de moins que ce qui était prévu en décembre 2024.

4. La région fait face à un scénario international très complexe et très incertain. Non seulement les annonces relatives aux droits de douane faites par les États-Unis d'Amérique ont des effets directs sur les exportations des pays de la région vers cette économie, mais encore elles ont des effets indirects en raison d'une plus grande instabilité des marchés financiers internationaux.

5. Ces annonces et la confrontation géoéconomique qu'elles ont déclenchée ont accru le risque de graves perturbations dans les chaînes de production mondiales et les échanges commerciaux internationaux. Tous ces facteurs ont entraîné une révision à la baisse des perspectives de croissance au niveau mondial, en particulier parmi les principaux partenaires commerciaux de la région.

6. Ceci a entraîné des changements importants dans les conditions macroéconomiques, notamment un ralentissement de la demande globale extérieure, qui pourraient entraîner un accroissement des déséquilibres des comptes extérieurs en 2025 au-delà de ce qui avait été prévu, une augmentation de l'instabilité des taux de change et une plus grande accumulation de réserves internationales à des fins de précaution.

7. L'investissement sera moins dynamique, en raison des perspectives de ralentissement du commerce mondial, en particulier parmi les principaux partenaires commerciaux de la région, et de la plus grande incertitude reflétée par l'économie mondiale.

8. Pour relancer la croissance, il faut combiner des politiques macroéconomiques et des politiques de développement productif plus proactives que celles que la région a connues jusqu'à présent, augmenter les investissements dans le capital physique et humain et mettre en pratique les programmes de développement productif dans les secteurs économiques dynamiques.

9. La Commission a continué à soutenir les États membres par un leadership éclairé et des conseils stratégiques, une coopération technique et l'organisation de réunions intergouvernementales pour faire face aux obstacles liés au développement

et favoriser l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Elle s'est notamment employée à approfondir les travaux sur les secteurs porteurs de transformations, en adéquation avec une nouvelle série de politiques de développement productif qui facilitent la mise en œuvre synergique de plusieurs objectifs de développement durable dans le cadre des piliers économique, social et environnemental du développement. De plus, elle a apporté un soutien technique à la mobilisation des financements pour le développement, notamment en encourageant la coopération régionale en matière de fiscalité et de financement de la lutte contre les changements climatiques. Enfin, elle a continué à développer ses écosystèmes de données et de connaissances pour améliorer le suivi de la réalisation des objectifs, ainsi que les dimensions territoriales du développement productif et de la transformation numérique afin de favoriser la mise en place de politiques fondées sur des données probantes.

II. Faire progresser la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région

10. À sa quarantième session, qui s'est tenue à Lima du 9 au 11 octobre 2024, la Commission a présenté une nouvelle proposition contenue dans le rapport intitulé *Development Traps in Latin America and the Caribbean: Vital Transformations and How to Manage Them* (pièges en matière de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes – comment gérer les transformations essentielles).

11. Dans son analyse, la Commission met le doigt sur les trois pièges et un décalogue de lacunes de développement, dont certaines sont liées à ces pièges. En termes de ce qui doit être fait, 11 transformations majeures ont été jugées essentielles pour progresser vers un développement plus productif, plus inclusif et plus durable. Trois d'entre elles ont été sélectionnées pour faire l'objet d'une analyse approfondie, en mettant l'accent sur la manière de les concrétiser : a) une transformation productive majeure pour une croissance plus élevée, soutenue, inclusive et durable ; b) une transformation majeure pour la réduction des inégalités et la promotion de l'inclusion et de la mobilité sociale ; c) une transformation majeure pour le renforcement de la durabilité et la lutte contre les changements climatiques.

12. La Commission soutient les transformations essentielles suivantes qui sont nécessaires pour sortir des pièges du développement et s'orienter vers un modèle de développement plus productif, plus inclusif et plus durable : a) une croissance rapide, durable et inclusive (développement productif, productivité et emploi) ; b) la réduction des inégalités et le renforcement de la mobilité et de la cohésion sociale ; c) le développement de la protection sociale et de l'État-providence ; d) une éducation efficace pour tous et un large accès à la formation professionnelle ; e) des progrès vers l'égalité femmes-hommes et la société des soins ; f) une grande transition écologique aux fins de la promotion de la durabilité et de la lutte contre les changements climatiques ; g) la transformation numérique ; h) des migrations sûres, ordonnées et régulières ; i) des progrès vers une plus grande intégration économique régionale et mondiale ; j) la macroéconomie au service du développement et une fiscalité saine et forte ; k) le renforcement des capacités de l'État (institutions, gouvernance et dialogue social).

A. Initiatives à fort impact pour l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

13. La Commission a contribué au relèvement des pays après les effets négatifs de la pandémie sur la couverture sanitaire, notamment en termes de couverture des

services de santé essentiels (cible 3.8 associée aux objectifs de développement durable). Ceci s'est fait par un travail conjoint avec les pays pour renforcer les soins de santé primaires afin de répondre aux besoins de santé de la population, en s'attaquant aux obstacles et aux inégalités d'accès, conformément à une stratégie de soins primaires qui incorpore les déterminants sociaux de la santé. La Commission a fourni une assistance technique à l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) afin d'estimer les coûts de l'extension des services de santé à plus de 53 millions de personnes n'ayant pas accès à la sécurité sociale, contribuant ainsi à la création d'un organe public décentralisé, IMSS-Bienestar, ce qui représente une étape importante vers la couverture sanitaire universelle dans le pays. Au Chili, elle a soutenu la mise en œuvre initiale du programme d'universalisation des soins de santé primaires, en recensant les enseignements à retenir et les ajustements nécessaires à l'extension du programme, qui a maintenant été étendu à près de 30 communes dans tout le pays. Elle a également permis un dialogue enrichissant entre le Ministère de la santé et les syndicats du secteur, qui a contribué à la mise en œuvre du programme.

14. Vingt-huit délégations ont participé à la Réunion extraordinaire des ministres de l'éducation de l'Amérique latine et des Caraïbes, coorganisée par la Commission et tenue à Santiago en 2024. La Commission a publié deux des trois documents élaborés pour cette Réunion. Le document sur le défi de la durabilité financière dans l'éducation a été présenté lors de la première session de la manifestation, à laquelle participaient les ministres des finances et les ministres de l'éducation. De ce fait, le terme durabilité financière a été inclus dans la Déclaration de Santiago. Ceci a marqué une reconnaissance cruciale de l'investissement à long terme, qui est nécessaire pour un enseignement de qualité. Conformément à la Déclaration, un groupe de travail coordonné par la Commission a été créé. Celui-ci élabore des propositions sur le financement de l'éducation pour soutenir sa transformation dans la région, et souligne qu'il faut d'urgence investir davantage et mieux pour atteindre l'objectif de développement durable nº 4.

15. En ce qui concerne l'objectif de développement durable nº 5, la Commission a également joué un rôle clé dans l'avancement des politiques de soins dans la région, y compris l'adoption de lois sur le système de soins complets, la mise en œuvre territoriale des politiques et des systèmes de soins et l'expansion des polices à temps sur le marché du travail. Le rapport *Action for Equality, Development and Peace in Latin America and the Caribbean: Regional Report on the Review of the Beijing Declaration and Platform for Action, 30 Years on, in Synergy with the Implementation of the Regional Gender Agenda* (action pour l'égalité, le développement et la paix en Amérique latine et dans les Caraïbes : rapport régional sur l'examen après 30 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en synergie avec la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes) souligne l'adoption de lois relatives à la prise en charge complète dans huit pays (Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, Panama, République bolivarienne du Venezuela et Uruguay) et l'extension des congés de maternité et de paternité dans plusieurs pays de la région, cinq pays (Chili, Colombie, Cuba, Paraguay et Venezuela) atteignant ou dépassant les 18 semaines de congé de maternité recommandées en application de la Recommandation de 2000 sur la protection de la maternité (nº 191) de l'Organisation internationale du Travail, et les congés parentaux rémunérés, qui permettent de partager les soins entre les parents, au Chili, en Colombie, à Cuba et en Uruguay.

16. Dans le cadre du programme de travail et au moyen de divers projets sur le terrain, la Commission a contribué à la prise en compte des questions de genre dans les statistiques officielles. L'Observatoire de l'égalité des genres en Amérique latine et dans les Caraïbes est un outil statistique important qui diffuse des indicateurs

stratégiques pour le suivi de l'égalité et des engagements pris dans le cadre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes.

17. En Colombie, la Commission a apporté un soutien technique important au bureau du maire de Bogota et au secrétariat de district pour les femmes, aux fins du développement de l'actuel système de soins de district et des « blocs de soins ». Elle soutient actuellement la création d'une carte nationale des soins pour géoréférencer les centres de soins publics aux niveaux national, départemental et municipal. L'initiative fait partie du système national de soins de la Colombie et est élaborée en coordination avec le Ministère de l'égalité et de l'équité et le Département administratif national de la statistique.

18. En ce qui concerne l'objectif de développement durable nº 6, la Commission a un impact concret sur la transition vers une économie circulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier au moyen d'approches novatrices en matière de traitement des eaux usées et de récupération du méthane, qui sont utilisés comme nouvelle source d'énergie et réduisent les émissions de gaz à effet de serre. Elle a élaboré une méthode et des instruments appropriés que les États membres peuvent utiliser après avoir procédé à un renforcement des capacités. Selon une analyse régionale portant sur 75 stations d'épuration dans des villes de taille intermédiaire dans l'État plurinational de Bolivie, en Colombie, au Costa Rica, au Mexique et au Pérou, elle a estimé qu'un investissement de 250 millions de dollars pourrait générer des économies d'énergie annuelles de 46 millions de dollars, avec une période d'amortissement de 5,5 ans et un rapport avantages/coûts de 1,36. La méthode a ensuite été appliquée à des usines plus petites en El Salvador et au Mexique. Un exemple emblématique est celui de la municipalité de Metapán (El Salvador), où un plan d'investissement circulaire conçu conjointement avec la Commission est mis en œuvre avec moins de 400 000 dollars et devrait permettre de réaliser des économies annuelles de 145 000 dollars, avec une période d'amortissement de 3,4 ans et un taux de rendement interne de 35 %. Le Gouvernement colombien a officiellement demandé le soutien de la Commission pour appliquer cette méthode à 100 autres stations d'épuration afin d'élaborer une stratégie nationale de récupération du méthane et de débloquer des moyens pour financer l'action climatique. De plus, la Commission a dispensé une formation technique sur cette approche au Mexique, au Panama et en République dominicaine.

19. La Commission a soutenu la coordination de pactes régionaux pour l'énergie en Amérique centrale en œuvrant en étroite collaboration avec le Système d'intégration de l'Amérique centrale et les autorités nationales chargées de l'énergie pour achever l'élaboration de cinq pactes régionaux portant notamment sur le climat, la sécurité alimentaire, les transports et la diversité biologique. Les pactes ont été approuvés par le Conseil des ministres de l'énergie du Système en 2024. Ceci constitue un progrès dans le secteur énergétique régional et mondial, tout en renforçant les processus d'intégration régionale, qui sont souvent fragiles en Amérique centrale.

20. La Commission a aidé le gouvernement de la province de Santiago del Estero (Argentine) à élaborer un scénario complet afin de recenser et d'exploiter les secteurs productifs émergents susceptibles de diversifier la structure de production et d'améliorer la trajectoire globale de développement de la province. Sur la base d'un examen approfondi de la structure productive, de la dynamique et des acteurs de la province, au moyen d'une analyse quantitative et qualitative, la Commission et le gouvernement ont déterminé que l'économie du savoir était un secteur prioritaire pour la croissance potentielle, la création d'emplois et les retombées économiques et sociales. La Commission a préparé une analyse ciblée et des recommandations de politique générale aux fins du développement de l'économie du savoir dans la province et de la transformation numérique, conformément au Plan d'action dans le domaine du numérique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (eLAC2026), adopté

lors de la neuvième Conférence ministérielle sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue à Santiago en novembre 2024. Les recommandations de politique générale de la Commission ont été intégrées dans le plan de développement numérique de la province, notamment des lignes directrices dans les domaines suivants : science, technologie et innovation ; éducation et recherche ; transformation numérique d'entreprises et de sous-secteurs particuliers.

21. Dans le cadre de l'objectif de développement durable nº 12, en collaboration avec la Ville autonome de Buenos Aires, la Commission a procédé à un examen complet afin d'éclairer l'adoption de la première stratégie et scénario de la ville en matière d'économie circulaire. En tant que centre urbain de la Zone métropolitaine de Buenos Aires, qui abrite 37 % de la population argentine, c'est la zone la plus densément peuplée du pays et un centre économique d'une importance capitale. L'examen consistait à cartographier les cadres réglementaires, les stratégies existantes et les politiques publiques liées à l'économie circulaire, tout en recensant les chaînes de valeur prioritaires dans les quatre secteurs qui représentent la quasi-totalité du produit géographique brut. De même, la Commission a œuvré aux côtés du Gouvernement uruguayen dans le cadre d'un processus interinstitutionnel visant à élaborer la stratégie d'économie circulaire du pays. Celle-ci présente une vision commune articulée autour de cinq domaines d'action prioritaires, l'accent étant mis sur les flux de ressources présentant une grande importance économique, que ce soit en termes de volume, de valeur ajoutée latente ou de circularité. La stratégie présente les instruments permettant d'innover en matière de réglementation, d'incitations économiques, de renforcement des capacités et de systèmes informatiques.

22. En ce qui concerne l'objectif de développement durable nº 17, la Commission joue un rôle de premier plan dans la promotion des initiatives régionales qui contribuent à la réalisation de la cible 17.1. Un exemple de ce rôle moteur est le soutien apporté aux ministères des finances du Brésil, du Chili et de la Colombie aux fins de la création de la Plateforme régionale de coopération fiscale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, espace destiné à favoriser la collaboration aux fins d'analyses, d'échanges et de conseils techniques entre les ministères des finances de manière à contribuer à l'élaboration de politiques fiscales qui promeuvent la durabilité, l'équité et la croissance. La Commission assure le secrétariat technique de la Plateforme et fournit des analyses techniques sur des questions fiscales clés. Elle a fourni des éléments d'analyse critiques qui ont guidé les délibérations des groupes de travail de la Plateforme sur l'imposition progressive, la fiscalité environnementale et l'évaluation des charges fiscales. Ces efforts ont contribué à la proposition mise en avant en 2024 par le Groupe des 20, sous la présidence du Brésil, en faveur d'un impôt mondial minimum sur le patrimoine et amené les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à œuvrer de concert dans le cadre de débats internationaux sur la fiscalité, telles que les négociations intergouvernementales en vue d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale.

23. De plus, la Commission a fourni des analyses régionales et un soutien technique aux ministères des finances qui mettent en œuvre des initiatives transversales telles que l'intégration de la dimension de genre dans les politiques budgétaires. En 2024, elle a présenté au Ministère chilien des finances un aperçu général d'un cadre pour l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire, un examen des cadres juridiques et des projets pilotes récents, ainsi qu'un guide aux fins de la détermination et de la classification des dépenses publiques pour la prise en compte des questions de genre. Cette approche pourrait être utile aux autres pays souhaitant mettre en œuvre des initiatives similaires. En République dominicaine, la Commission a fourni une assistance technique au Ministère de l'économie, de la planification et du développement aux fins de l'élaboration d'une stratégie consistant à harmoniser les processus de planification et les processus de budgétisation. Cette

assistance a conduit à l'élaboration de documents directifs aux fins de l'examen de ses objectifs stratégiques et de ses cadres de financement par le recensement des lacunes physiques et financières faisant obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi qu'à une cartographie des modes de financement novateurs qui pourraient être utilisés pour soutenir sa stratégie de développement.

24. La Commission a activement contribué à accroître la visibilité statistique des peuples autochtones et des populations afrodescendantes, ce qui a renforcé leur inclusion dans les recensements de population et d'autres sources de données. L'un des impacts les plus importants a été l'augmentation et l'amélioration du recensement des peuples autochtones et des Afrodescendants. La Commission a également contribué à l'adoption de mécanismes participatifs dans les recensements avec les représentants des groupes concernés, ainsi qu'au développement d'indicateurs complémentaires correspondant aux besoins de ces groupes et aux normes relatives aux droits collectifs.

B. Analyse et prévisions pour la région

25. La Commission a poursuivi ses travaux d'analyse sur les principales dimensions du développement durable dans la région, notamment ses publications phares annuelles qui, au cours de la période considérée, comprenaient : a) *Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean, 2024* (investissements directs étrangers en Amérique latine et dans les Caraïbes 2024) ; b) *Étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes 2024* ; c) *Panorama social de l'Amérique latine et des Caraïbes 2024* ; d) *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean, 2024* (bilan préliminaire 2024 de la situation économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes) ; e) *Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes (2024)* ; f) *Demographic Observatory, 2024* [observatoire démographique (2024)] ; g) *Fiscal Panorama of Latin America and the Caribbean, 2024* (panorama fiscal de l'Amérique latine et des Caraïbes 2024) ; h) *International Trade Outlook for Latin America and the Caribbean, 2024* [perspectives commerciales internationales pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2024)] ; i) la nouvelle publication intitulée *Panorama of Productive Development Policies in Latin America and the Caribbean, 2024* [panorama des politiques de développement productif en Amérique latine et dans les Caraïbes (2024)].

26. De plus, la publication *Latin America and the Caribbean in the Final Five Years of the 2030 Agenda: Steering Transformations to Accelerate Progress* (l'Amérique latine et les Caraïbes dans les cinq dernières années du Programme 2030 : piloter les transformations pour accélérer les progrès), huitième rapport sur les progrès et les défis régionaux liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030, a été présentée aux États membres lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, qui s'est tenue à Santiago du 31 mars au 4 avril 2025. Basées sur les dernières données disponibles, les projections présentées dans le rapport indiquent que seulement 23 % des objectifs de développement durable seront atteints d'ici à 2030 ; 41 % avancent dans la bonne direction, mais à un rythme insuffisant pour être atteints avant la date limite ; 36 % ont stagné ou régressé par rapport au niveau de référence de 2015.

27. Le rapport s'achève par un résumé des principales constatations, des conclusions et des recommandations de politique générale visant à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Il rappelle qu'il faut trouver des solutions novatrices aux questions relatives aux transformations structurelles nécessaires et à la manière de les gérer et appelle l'attention sur l'importance d'adopter un modèle de gouvernance anticipative, de renforcer les investissements et de mettre en œuvre des politiques de développement productif, notamment des

programmes de développement productif dans des secteurs dynamiques, ainsi que des politiques liées à la protection sociale et aux soins et à la durabilité environnementale. Il indique qu'il convient de s'attaquer à ces questions dans le cadre de partenariats solides, d'une gouvernance améliorée et de capacités techniques, opérationnelles, politiques et prospectives renforcées des institutions concernées, en s'appuyant sur la mobilisation nécessaire de ressources internes et externes.

28. En ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 5 et la prise en compte des questions de genre, la Commission et l'Organisation internationale du Travail ont élaboré conjointement le quatrième numéro du *Gender Equality Bulletin* (bulletin sur l'égalité femmes-hommes), intitulé « Time for care in Latin America and the Caribbean: towards social and gender co-responsibility » (le temps des soins en Amérique latine et dans les Caraïbes : vers une coresponsabilité sociale et une coresponsabilité de genre). On trouve dans le bulletin une analyse de la situation du congé de maternité, du congé de paternité et du congé parental en Amérique latine et dans les Caraïbes. On y trouve également un bref exposé du défi que constitue le développement de mesures telles que le congé parental, le congé pour soins de longue durée et le congé pour raison impérieuse, ainsi que le raccourcissement de la journée de travail et l'adoption de dispositions plus souples en termes d'horaires et de lieux de travail.

29. La Commission et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) ont élaboré la publication intitulée *The 2030 Agenda for Sustainable Development and the Regional Gender Agenda in Latin America and the Caribbean: Gender Indicators up to 2024* (le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda régional pour l'égalité de sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes – indicateurs de genre en 2024), qui servira de contribution à la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable et comme document de référence pour la seizième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes – qui se tiendra en août 2025 sur le thème « Transformations politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales comme moyen de faire progresser la société des soins et l'égalité femmes-hommes ». Le document est basé sur les indicateurs de genre qui ont été priorisés pour le suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et enrichi d'indicateurs issus du cadre régional et de l'Observatoire de l'égalité des genres. Il comprend également des chiffres ventilés aux fins d'analyses croisées, de manière que les résultats soient remis dans leur contexte et que chaque objectif soit analysé de manière plus approfondie.

C. Promotion d'un développement social inclusif et contributions aux initiatives mondiales

30. La Commission a déterminé que l'un des pièges en Amérique latine et dans les Caraïbes est celui relatif aux profondes inégalités et à une mobilité et cohésion sociales faibles. La pauvreté a continué de reculer progressivement, après un pic durant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; cependant, dans la région, 172 millions de personnes ne disposent toujours pas d'un revenu suffisant pour satisfaire leurs besoins de base, et 66 millions d'entre elles ne peuvent pas acheter un panier de denrées alimentaires de base. À la lumière de ces indicateurs, la Commission a mis l'accent sur la promotion de son Programme régional de développement social inclusif et pris acte de l'importance cruciale que revêt le deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra en 2025, et de l'occasion stratégique qu'il constitue. Le document « Latin America and the Caribbean looking ahead to the Second World Summit for Social Development : proposals for inclusive social development » (l'Amérique latine et les Caraïbes dans

la perspective du deuxième Sommet mondial pour le développement social : propositions pour un développement social inclusif) a été présenté dans le cadre des dialogues sur l'action mondiale organisés lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable. Élaboré par le Bureau de la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes, le document présente les messages clés qui seront communiqués à la communauté internationale dans le cadre du deuxième Sommet mondial pour le développement social. Ceux-ci sont regroupés en quatre domaines prioritaires : a) la lutte contre les inégalités, la pauvreté et la faim ; b) les systèmes de protection sociale : des politiques de soins complets et des politiques publiques de qualité visant à ne laisser personne de côté ; c) l'action pour le développement social inclusif ; d) vers l'adoption d'un pacte mondial pour un développement social inclusif.

31. La Commission a également présenté le rapport spécial intitulé « The road to the 2025 Second World Summit for Social Development: towards a pact for inclusive social development » (ouvrir la voie au deuxième Sommet mondial pour le développement social de 2025 : vers l'adoption d'un pacte pour un développement social inclusif), qui contient 10 propositions pour un pacte de développement social inclusif, qui s'alignent sur la dimension sociale du Programme 2030 et soutiennent sa réalisation accélérée.

32. Dans le cadre de l'examen après 30 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, la Commission a élaboré la publication *Action for Equality, Development and Peace in Latin America and the Caribbean: Regional Report on the Review of the Beijing Declaration and Platform for Action, 30 Years on, in Synergy with the Implementation of the Regional Gender Agenda* (action pour l'égalité, le développement et la paix en Amérique latine et dans les Caraïbes : rapport régional sur l'examen après 30 ans de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en synergie avec la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes), qui s'appuie sur 25 rapports élaborés par des pays et territoires de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'appuient eux-mêmes sur les examens nationaux complets après 30 ans de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Le rapport est fondé sur la synergie entre l'Agenda régional pour l'égalité des sexes et le Programme d'action de Beijing et sa contribution à la mise en œuvre du Programme 2030. Il comporte des recommandations pour accélérer la réalisation de l'égalité femmes-hommes, la garantie des droits des femmes, des adolescentes et des filles dans toute leur diversité et l'autonomie des femmes.

33. La Commission a fourni une assistance technique aux organismes nationaux de statistique et aux mécanismes de promotion des femmes pour renforcer leurs capacités de produire et d'analyser des indicateurs de genre, l'accent étant mis sur les enquêtes sur l'emploi du temps, une contribution essentielle à la mesure de l'indicateur 5.4.1 relatif aux objectifs de développement durable. En outre, dans le cadre de la Commission, l'Observatoire de l'égalité des genres collecte des données relatives aux indicateurs qui font partie des objectifs, tels que l'indicateur 5.5.1b sur la proportion de sièges occupés par des femmes dans les administrations locales (en coordination avec ONU-Femmes) et l'indicateur de féminicide (objectif C-5.2), qui fait partie du cadre régional des objectifs. La Commission soutient et promeut également le Groupe de travail sur les statistiques genrées dans le cadre de sa Conférence statistique des Amériques. Dirigé par l'organisme national de statistique du Mexique, ce Groupe de travail a élaboré des normes régionales telles que les *Guidelines for Mainstreaming the Gender Perspective in Statistical Production* (directives aux fins de la prise en compte des questions de genre dans la production statistique) et le *Methodological Guide on Time-use Measurements in Latin America and the Caribbean* (guide méthodologique sur les mesures de l'emploi du temps en Amérique latine et dans les Caraïbes).

34. De plus, afin de déterminer les priorités de financement pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans la perspective de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, la Commission a convoqué une conférence régionale sur le financement du développement, qui s'est tenue en ligne le 15 novembre 2024, sous la présidence chilienne de la Plateforme régionale de coopération fiscale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Des représentants des ministères des finances, de la société civile et du monde universitaire ont participé à la conférence. La Commission a préparé un document de référence sur les obstacles à surmonter et les chances à saisir aux fins de la mobilisation de ressources financières, qui souligne les grands axes pour une réforme des politiques de financement. Les débats ont porté sur le renforcement des politiques budgétaires, l'amélioration des systèmes fiscaux et la mobilisation de la coopération internationale pour ce qui est de lutter contre les disparités économiques et de favoriser la durabilité environnementale. Il a été souligné qu'il était urgent d'adopter des instruments financiers novateurs et de renforcer les cadres institutionnels pour mobiliser efficacement des ressources.

35. En prévision de la troisième Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable (Conférence sur l'océan), avec le soutien de la France, la Commission a mené une étude complète qui fournit des informations actualisées et pertinentes et présente des mesures faisant le lien entre les océans et les ressources marines et le développement durable dans la région. L'étude comprend un examen régional approfondi des 14 cibles associées aux objectifs de développement durable. Elle comporte une analyse de la manière dont les écosystèmes marins fournissent des intrants et une grande variété de services écosystémiques à des secteurs économiques clés et en croissance rapide, des moyens de subsistance aux communautés côtières locales et la durabilité des modalités de production et de distribution dans un cadre global. En collaboration avec le Costa Rica et la France, la Commission a également organisé la *Blue Talk* régionale virtuelle le 13 mai 2025 afin de fournir une plateforme de dialogue où les experts, les gouvernements et les principales parties prenantes pourraient déterminer des priorités, partager leurs expériences et formuler des recommandations, qui seraient incluses dans une contribution régionale bien coordonnée à la Conférence.

D. Prise en compte des spécificités de la sous-région des Caraïbes

36. La huitième réunion de la Table ronde des Caraïbes pour le développement s'est tenue les 9 et 10 septembre 2024. Au cours de la réunion, 23 pays et territoires membres des Caraïbes ont examiné cinq sujets étroitement liés : a) combattre les changements climatiques au moyen de stratégies de réduction des risques, du renforcement de la résilience et du relèvement économique ; b) améliorer l'accès aux financements novateurs et au financement de l'action climatique aux fins de l'investissement dans l'adaptation et la transformation structurelle des économies des Caraïbes ; c) renforcer le capital humain et la compétitivité pour alimenter la croissance et le développement durable des Caraïbes ; d) développer la résilience économique par la diversification ; e) développer le commerce et l'intégration pour promouvoir la croissance et le développement.

37. En 2024, la Commission a consacré la majeure partie de ses travaux au soutien au Département des affaires économiques et sociales et aux petits États insulaires en développement des Caraïbes dans la perspective de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et durant celle-ci. Elle était responsable de l'un des cinq dialogues interactifs de la Conférence et a préparé une note et un rapport de synthèse sur le dialogue et les recommandations sur le

financement essentiel et l'efficacité de l'aide. Elle a participé activement au dialogue interactif sur l'exploitation des données et du numérique pour ce qui était de mettre en place des institutions efficaces. Une session consacrée à la promotion du développement des Caraïbes au moyen d'une plus grande synergie dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente a également été organisée lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre et du soutien apporté.

38. En ce qui concerne les activités qu'elle mène pour accroître le financement de l'adaptation et de la résilience, la Commission fait office d'administrateur du Fonds pour l'adaptation aux changements climatiques et la réalisation d'interventions globales en cas de catastrophes naturelles, qui a été lancé par la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

39. En juillet 2024, le Gouvernement barbadien a demandé à la Commission d'évaluer les dommages et les pertes causés par l'ouragan Beryl. L'évaluation comprenait une estimation des effets de la catastrophe dans une multiplicité de secteurs : population touchée, éducation, santé, logement, électricité, transports, tourisme, agriculture et pêche.

40. Un atelier de formation à la méthode d'évaluation des dommages et des pertes a été organisé conjointement avec la Banque interaméricaine de développement aux Bahamas en mars 2025, auquel ont participé 26 fonctionnaires.

E. Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

41. La Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes a renforcé la cohérence, l'efficience et l'efficacité du système des Nations Unies pour le développement au niveau régional pour aider les États membres de la Commission à surmonter les défis communs et à mettre en œuvre le Programme 2030 dans le respect de leurs priorités nationales.

42. Au moyen des travaux de ses coalitions et groupes de travail thématiques, la Plateforme a exploité les atouts et les capacités de l'ensemble du système pour renforcer l'action menée par les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies afin d'aider les États membres à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et à soutenir l'obtention de progrès dans le cadre d'initiatives mondiales essentielles, telles que l'Accord de Paris et le Pacte pour l'avenir et ses annexes, dans le respect des priorités nationales.

43. En fournissant un soutien opérationnel et programmatique aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents et aux équipes de pays et en collaborant avec les gouvernements et les parties prenantes régionales clés, au cours de la période considérée, la Plateforme a contribué à aider les États Membres à faire progresser le développement durable, à renforcer les systèmes de gouvernance et à intégrer les jeunes et les générations futures dans les débats visant à garantir un avenir durable. En outre, en créant un mécanisme ad hoc pour traiter les situations régionales émergentes nécessitant une attention immédiate, la Plateforme a fait preuve d'agilité et ajusté ses processus et mécanismes pour apporter un soutien régional au niveau national.

44. La Plateforme a renforcé l'application du principe de responsabilité et sa transparence au moyen de la création d'un site Web et joué un rôle important dans le

recensement et l'exploitation des possibilités de rendre le système des Nations Unies plus efficace et plus efficient en Amérique latine et dans les Caraïbes.

45. En tant que Vice-Présidente de la Plateforme, la Commission a renforcé ses partenariats avec diverses entités en coprésidant deux coalitions thématiques : l'une sur la croissance équitable et le financement du développement et l'autre sur la mobilité humaine, en plus de ses fonctions au comité directeur du centre de gestion du savoir et au groupe de travail sur les données et les statistiques relatives aux objectifs de développement durable. Elle a participé à presque tous les autres mécanismes de travail de la Plateforme et au secrétariat commun. La Plateforme a élaboré son cinquième rapport annuel sur les résultats dans l'ensemble du système, qui reflétaient l'action menée au niveau régional par les institutions pour soutenir les États membres dans l'accélération de la réalisation des objectifs, qui a été présenté lors d'une séance spéciale de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable.

46. Depuis 2023, la Plateforme de collaboration régionale a reçu 54 demandes de soutien de la part de 15 coordonnatrices et coordonnateurs résidents et équipes de pays des Nations Unies de la région. En réponse, les coalitions thématiques de la Plateforme ont apporté leur soutien par le truchement des coalitions consacrées aux questions suivantes : changements climatiques et résilience ; croissance équitable et financement du développement ; gouvernance pour la paix, la justice et des institutions fortes ; mobilité humaine. Des groupes de travail thématiques ont contribué à promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, à soutenir les populations laissées pour compte et à mettre l'accent sur les besoins des jeunes.

47. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ont participé aux réunions de la Plateforme pour fournir des informations de première main sur les situations propres à chaque pays. Au cours de la période considérée, les coordonnatrices résidentes pour l'Argentine, la Colombie et Haïti ont informé la Plateforme de la situation dans leurs pays respectifs. Des réunions, qui se tiennent chaque année, entre les membres de la Plateforme et l'ensemble des coordonnatrices et coordonnateurs résidents de la région ont également eu lieu en présentiel dans le cadre de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, afin d'examiner les manifestations mondiales à venir et la manière de soutenir les préparatifs des États Membres, en encourageant une analyse régionale commune et un consensus pour tirer parti de la position politique unique des pays de la région.

48. La coalition thématique sur les changements climatiques et la résilience a fourni des informations clés par l'intermédiaire d'initiatives sur le financement de l'action climatique, la réduction des risques de catastrophe, la diversité biologique, l'intégration des questions de genre et la résilience pour stimuler l'action menée dans les axes de développement durable, en veillant à l'harmonisation avec les cadres mondiaux. La coalition thématique sur la croissance équitable et le financement du développement a élaboré une stratégie pour aider les pays des Caraïbes à faire face aux besoins en matière de financement du développement et soutenu le développement d'un outil de suivi de la croissance inclusive pour renforcer la capacité des équipes de pays des Nations Unies de prendre des décisions de politique générale mieux fondées sur des données. La coalition thématique sur la gouvernance pour la paix, la justice et des institutions fortes a fourni aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents des avis sur les décisions à prendre concernant l'objectif de développement durable n° 16 et la réforme du système pénitentiaire, et contribué à l'élaboration de l'accord ibéro-américain sur l'accès à la justice. En réponse à l'évolution des mouvements migratoires mixtes, la coalition thématique sur la mobilité humaine a fourni aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents des

données essentielles sur les migrations et les déplacements afin d'apporter des réponses ciblées. Le Profil régional de l'égalité des genres a amélioré la réactivité, la programmation et la coordination des Nations Unies en matière d'égalité femmes-hommes, tandis que la participation et la voix des jeunes ont été renforcées par des dialogues régionaux et des messages clés à l'intention du Sommet du Groupe des 20 pour la jeunesse et du Sommet de l'avenir.

49. La Commission a renforcé ses partenariats avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les entités des Nations Unies en préparant conjointement les grandes conférences régionales, notamment la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (avec ONU-Femmes), la Conférence régionale sur le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes (avec le Programme des Nations Unies pour le développement), la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (avec le Fonds des Nations Unies pour la population), et l'examen régional du Pacte mondial sur les migrations (avec l'Organisation internationale pour les migrations). Les commissions régionales de l'ONU ont préparé des supports de connaissances communs avec d'autres entités. Par exemple, lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, la Commission et le Programme des Nations Unies pour le développement ont lancé un nouvel indice de pauvreté multidimensionnelle pour l'Amérique latine et les Caraïbes. La Commission et l'Organisation panaméricaine de la Santé ont élaboré des rapports conjoints, dont le plus récent portait sur l'urgence qu'il y avait à investir dans les systèmes de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes pour réduire les inégalités et atteindre les objectifs de développement durable.

50. De plus, lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, une session a été organisée conjointement avec le Bureau de la coordination des activités de développement sur les interventions nationales réussies pour ce qui était d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, animée par le Directeur régional du Bureau et quatre coordonnatrices et coordonnateurs résidents (Barbade, Chili, Panama et Uruguay).

F. Conclusions du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable

51. Afin de souligner le caractère multipartite du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, les activités officielles de la huitième réunion du Forum ont été précédées par la réunion du Mécanisme de participation de la société civile aux programmes de développement durable et au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, celle du Forum des enfants, adolescents et jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes et celle du pré-Forum interconfessionnel sur le thème « Promoting faith-, science- and evidence-based solutions for achieving the Sustainable Development Goals » (promouvoir des solutions d'inspiration religieuse et fondées sur la science et des données probantes pour atteindre les objectifs de développement durable). Les représentants des trois forums ont fait des déclarations en séance plénière sur la base des conclusions de leurs réunions respectives.

52. Les États Membres ayant participé à la huitième réunion du Forum ont adopté des conclusions et des recommandations dans lesquelles ils ont notamment souligné qu'il fallait élaborer d'urgence des indicateurs de mesure des progrès en matière de développement durable qui complètent le produit national brut ou prennent en compte d'autres paramètres et qui mesurent les progrès accomplis dans la réalisation des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable,

notamment en vue de déterminer les conditions d'accès au financement du développement et à la coopération technique.

53. Des dialogues sur les mesures mondiales, régionales et nationales ont été organisés lors de la huitième réunion du Forum. Dans le cadre des dialogues sur les mesures mondiales, ont été organisées des sessions portant sur la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, le deuxième Sommet mondial pour le développement social, la trentième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, et le Pacte pour l'avenir, auxquelles a participé le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU.

III. Renforcer les moyens de mise en œuvre du Programme 2030

A. Des écosystèmes de données pour suivre les objectifs de développement durable

54. En 2024 et 2025, la Commission a mis en œuvre une série de mesures visant à renforcer son écosystème de données. La base de données statistiques et le référentiel de données géospatiales ont été élargis, de même que les microbanques de données provenant d'enquêtes sur les ménages et les entreprises.

55. En janvier 2025, la Commission a lancé un portail relatif aux statistiques fondées sur des méthodes d'estimation de domaines de petite taille en Amérique latine, un outil développé par la Division de statistique pour produire et diffuser des informations dans le domaine social au niveau infranational et promouvoir l'utilisation de méthodes novatrices pour produire des données ventilées par zone géographique. Dans le cadre de l'action qu'elle mène pour renforcer la production statistique et fournir des informations plus précises, plus actuelles et plus détaillées sur les réalités régionales, la Commission a élaboré et mis à la disposition du public une série d'indicateurs infranationaux basés sur des données satellitaires et géospatiales. Ces indicateurs donnent une vue plus complète et plus dynamique des phénomènes clés tels que les établissements humains, la couverture terrestre et l'utilisation des terres et les changements climatiques.

56. La Commission a également favorisé l'adoption de formats de données ouvertes pour faciliter l'utilisation et la réutilisation des données par les plateformes régionales définies par la Commission, ainsi que l'utilisation de technologies ouvertes pour renforcer la durabilité et réduire la dépendance à l'égard des licences logicielles dans la mesure du possible. En 2024 et 2025, de nouveaux progrès ont été faits pour intégrer les informations structurées et non structurées, en utilisant des logiciels libres et en mettant les données à disposition sur des plateformes de données ouvertes.

57. En parallèle, des efforts importants ont été faits pour promouvoir la mise en œuvre d'une grande interopérabilité avec d'autres actifs de données, telles que le référentiel de la bibliothèque numérique, ainsi que pour définir et déployer les protocoles et les technologies nécessaires à la création du référentiel de données qualitatives et du référentiel d'imagerie satellitaire. L'élaboration de normes et de protocoles aux fins de la visualisation des données en ligne a également été encouragée.

58. La Commission a continué à fournir un soutien technique aux pays de la région pour la production de statistiques sociales, économiques et environnementales, en encourageant l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la production statistique.

Lors de la vingt-quatrième réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques, qui s'est tenue les 29 et 30 avril 2025, diverses données d'expérience nationales et internationales ont été présentées sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour ce qui était de rendre plus efficace la production de statistiques officielles. La Commission est déterminée à poursuivre ses travaux dans ce domaine.

B. Mobiliser des financements pour le développement

59. En 2024, la Commission a convoqué la trente-sixième réunion du Séminaire régional sur la politique budgétaire. Avant la réunion, le Conseil des ministres du Trésor, de l'économie et des finances de la Plateforme régionale de coopération fiscale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni afin d'examiner les priorités régionales liées à l'architecture fiscale internationale et les résultats de la Plateforme au cours de sa première année de fonctionnement sous la présidence *pro tempore* de la Colombie. Les discussions tenues ultérieurement durant le Séminaire ont porté sur les difficultés de la région en matière de politique budgétaire dans le contexte du faible taux de croissance et des changements climatiques, la soutenabilité de la dette et le renforcement de la génération de recettes publiques pour le financement du développement.

60. Organisée par la Commission avec le soutien de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, du Groupe de la Banque interaméricaine de développement, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, la trente-septième réunion du Séminaire régional sur la politique budgétaire se tiendra en mai 2025 et examinera notamment : a) les difficultés en matière de politique budgétaire dans un contexte de faible croissance et de grande incertitude ; b) les politiques fiscales visant à réduire les inégalités et à promouvoir la durabilité environnementale ; c) la mobilisation des financements pour ce qui est d'élargir la marge de manœuvre budgétaire.

61. En décembre 2024, la Commission a publié un nouveau numéro d'*International Trade Outlook for Latin America and the Caribbean* (perspectives en matière de commerce international pour l'Amérique latine et les Caraïbes), sur le thème « Reconfiguration of global trade and options for regional recovery » (reconfiguration du commerce mondial et options pour le relèvement régional). Le rapport comporte une analyse de la manière dont la complexité du contexte mondial, qui est marqué par un protectionnisme accru, des tensions géopolitiques et des perturbations du transport maritime, a des effets sur le commerce international de la région. Il examine le rôle que joue le commerce international dans la sécurité alimentaire de la région – et l'absence de celle-ci, en particulier dans les Caraïbes – bien que la région soit l'une des plus grosses exportatrices nettes de denrées alimentaires au monde. Il comporte également une analyse du rôle que jouent les services modernes comme moteur des exportations. Il formule des recommandations pour le développement de services modernes, notamment réduire les obstacles, harmoniser les réglementations, élaborer des politiques sectorielles, renforcer la transformation numérique et attirer des investissements étrangers directs. L'importance de l'intégration productive ne peut être exagérée si la région veut renforcer la sécurité alimentaire, accroître le commerce des services modernes et, simultanément, diversifier davantage le panier d'exportation de la région.

IV. Pleins feux sur les moyens de mesurer le développement selon des critères qui ne se limitent pas au produit intérieur brut

62. Conformément à la mesure 53 du Pacte pour l'avenir, en janvier 2025, la Commission a organisé un séminaire sur les moyens de mesurer le développement et sa relation avec la coopération internationale, afin d'examiner l'utilisation du revenu par habitant comme critère de retrait de la liste des pays les moins avancés et les moyens de mesurer le développement avec des critères qui ne se limitent pas au produit intérieur brut par habitant. La Commission a préparé une note d'information dans laquelle elle examinait avec attention les principales raisons aux fins de la création d'un nouvel indice de développement. Dans la note, elle présente un cadre et des résultats préliminaires pour cet indice, qui s'articule autour de 11 transformations d'une importance critique, énoncées dans le modèle de développement qu'elle a proposé. Les représentants de 21 États membres et de trois membres associés de la Commission qui participaient au séminaire ont souligné qu'il importait que le financement soit plus accessible pour relever des défis tels que les changements climatiques, le développement productif et la réduction des inégalités.

63. En avril 2025, en collaboration avec la Division de statistique, la Commission a lancé l'indice de pauvreté multidimensionnelle pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Celui-ci vient compléter les mesures habituelles de la pauvreté basées sur le revenu en permettant une approche plus globale, ce qui renforce l'élaboration des politiques publiques. La méthode permet de comparer les données régionales, en tenant compte de l'indisponibilité des données au niveau des pays, et sert de référence pour la poursuite du développement et de l'affinement de la mesure de la pauvreté multidimensionnelle.

64. La Commission est également un membre actif du Réseau de statisticiens économistes, qui a organisé les réunions sprint « Au-delà du PIB » en 2023. De plus, elle contribue aux travaux du Groupe d'experts en mesure du bien-être, créé à sa cinquante-cinquième session par la Commission de statistique, en 2024.

65. En outre, la Commission est membre du Groupe des Amis de la présidence sur les statistiques sociales et démographiques, qu'elle a créé à sa cinquante-troisième session. Le Groupe a pour objectif de proposer des recommandations aux fins d'un système statistique mondial plus agile et plus réactif qui soutient l'engagement pris dans le Programme 2030 de ne laisser personne de côté, tout en anticipant les besoins en données au-delà de 2030. Dans le cadre de ses contributions, la Commission a coorganisé un webinaire intitulé « Places » (lieux), au cours duquel les participants ont exploré l'importance du contexte géographique dans les statistiques sociales et démographiques et apporté des contributions au document de base « Towards an overarching conceptual framework for social and demographic statistics » (vers l'adoption d'un cadre conceptuel global pour les statistiques sociales et démographiques) présenté par la Commission de statistique à sa cinquante-sixième session.

66. Malgré les défis techniques et politiques, la Commission continuera, dans les espaces de dialogue que sont la Conférence statistique des Amériques et la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes, de préconiser le développement d'un indice composite aux fins de l'adoption d'une démarche plus complète pour mesurer le développement avec des critères autres que le produit intérieur brut.

V. Tirer parti de la collaboration et des partenariats intrarégionaux et transrégionaux aux fins du développement durable

67. Sous la coordination de la Commission, les commissions régionales ont élaboré la note de synthèse intitulée *Intergenerational relations: creating a world for all ages so that no one is left behind* (relations intergénérationnelles – créer un monde pour tous les âges afin de ne laisser personne de côté), qui a été présentée lors de la manifestation parallèle « Towards a society for all ages: building solidarity and equity across generations » (vers une société pour tous les âges – construire la solidarité et l'équité entre les générations), organisée par les commissions régionales et le Gouvernement chilien lors des Journées d'action du Sommet de l'avenir.

68. Sous la direction de la Commission, les commissions régionales ont également soumis leur contribution à la note relative aux éléments à faire figurer dans le document de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et préparé une note de synthèse intitulée « Road to Seville: reform proposals for FfD4 from the United Nations regional commissions » (en route vers Séville : propositions de réforme des commissions régionales de l'ONU pour la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement). De plus, le document conjoint, *On the Road to the Second World Summit for Social Development: Contributions from the Regional Commissions* (en route vers le deuxième Sommet mondial pour le développement social : contributions des commissions régionales), a été publié. À l'occasion de la seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui s'est tenue à Cali (Colombie), sous la coordination de la Commission, les commissions régionales ont organisé une manifestation parallèle de haut niveau sur le thème « Key actions for interregional and regional implementation of the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework » (mesures clés pour la mise en œuvre interrégionale et régionale du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal) et lancé la publication *Making peace with nature: Regional Actions to mainstream and invest in biodiversity* (faire la paix avec la nature : mesures régionales aux fins de l'investissement dans la biodiversité et de sa prise en compte).

69. Durant la présidence brésilienne du Groupe des 20, la Commission a joué un rôle d'une importance sans précédent dans le Groupe. Lors de sa présidence du Groupe en 2024, le Brésil a invité la Commission à participer à neuf axes de travail du Groupe : Groupe de travail sur l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, Groupe de travail sur la mobilisation mondiale contre les changements climatiques, Groupe de travail financement et santé, Groupe de travail sur le Cadre du Groupe des 20, Groupe de travail sur le financement durable, Groupe de travail sur la fiscalité internationale, Groupe de travail sur l'architecture financière internationale, Groupe de travail sur le développement et Groupe de travail sur l'autonomisation des femmes. Les résultats obtenus lors du G20 de 2024, notamment la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, le consensus sur les systèmes d'impôt progressif et une transition climatique juste assortie d'un développement industriel, ont bénéficié du soutien de la Commission dans une certaine mesure. Celle-ci a apporté son soutien au G20 en préparant des contributions techniques et en participant aux débats clés du G20 sur les inégalités et la pauvreté, la fiscalité et les aspects fiscaux, les changements climatiques et la transition juste, notamment en prononçant des discours lors des réunions, en présentant des recommandations aux fins de la rédaction de communiqués et en préparant cinq rapports techniques.

70. De plus, lors de la première réunion du Bureau de la Conférence régionale sur la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue en

juin 2024, une session a été organisée sur les stratégies multipartites – possibilités de coopération internationale pour le développement.

71. Compte tenu de sa capacité à investir, à produire et à créer des emplois, le secteur privé est au cœur de la mise en œuvre du Programme 2030, ce qui en fait le principal moteur des transformations économiques, sociales et environnementales nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable. À cet égard, deux grandes manifestations parallèles ont été organisées avec le secteur privé lors de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, auxquelles ont participé plus de 300 représentants du secteur privé.

VI. Conclusions

72. La région fait face à un scénario international très complexe et très incertain. La guerre tarifaire et la confrontation géoéconomique qu'elle a déclenchée ont accru le risque de graves perturbations dans les chaînes de production mondiales et les échanges commerciaux internationaux. Tous ces facteurs ont entraîné une révision à la baisse des perspectives de croissance. 2025 marque le dixième anniversaire de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le début du compte à rebours de cinq ans, cependant les progrès de la région vers la réalisation des objectifs de développement durable sont à la traîne par rapport aux attentes. L'aide apportée aux États membres dans les domaines relevant du mandat de la Commission pour qu'ils guident les transformations visant à accélérer les progrès sera essentielle pour ses travaux sur la recherche de solutions novatrices aux défis du développement durable. Les prochains sommets mondiaux constitueront des occasions d'une importance cruciale pour la région pour ce qui est de redynamiser les partenariats afin de mettre fin aux tendances néfastes et d'accélérer la réalisation du Programme 2030, au moyen de mesures audacieuses dans des domaines tels que le financement du développement, la dette et la réforme de l'architecture financière internationale, le développement social, l'élimination de la pauvreté ainsi que la résilience aux changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci.